

Hégémonie et pouvoir : Les Etats-Unis prisonniers du passé en Amérique latine

Rychard A. Brûlé

Volume 16, numéro 1, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701801ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701801ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Brûlé, R. A. (1985). Hégémonie et pouvoir : Les Etats-Unis prisonniers du passé en Amérique latine. *Études internationales*, 16(1), 153–161.
<https://doi.org/10.7202/701801ar>

LIVRES

1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

Hégémonie et pouvoir : Les États-Unis prisonniers du passé en Amérique latine.*

Rychard A. BRÛLÉ**

Depuis 1979, c'est-à-dire vingt ans après la révolution cubaine, l'année où les Somoza perdirent le pouvoir au Nicaragua, où la Grenade et la Guyane se déclarèrent « socialistes » et où Fidel Castro devenait président et hôte de la sixième conférence internationale des pays non-alignés à la Havane, une importante littérature a vu le jour sur les affaires latino-américaines¹, avec une forte concentration sur l'Amérique centrale² et les Caraïbes³.

* BURBACH, Roger et Patricia Flynn (ed.), *The Politics of Intervention: The United States in Central America*. New York, Monthly Review Press, 1984, 255 p.

ERISMAN, Michael H. (ed.), *The Caribbean Challenge: U.S. Policy in a Volatile Region*. Boulder (Col.), Westview Press, 1984, 208 p.

LA FEBER, Walter, *Inevitable Revolutions: The United States in Central America*. New York, W.W. Norton and Company, 1983, 357 p.

LEVINE, Barry B. (ed.), *The New Cuban Presence in the Caribbean*. Boulder (Col.), Westview Press, 1983, 274 p.

MUNCK, Ronaldo, *Revolutionary Trends in Latin America*. Montréal, Centre for Developing-Area Studies, Coll. "Monograph Series", no. 17, 1984, 166 p.

** Professeur au Département des Sciences humaines, programme : études militaires et stratégiques, Collège militaire royal de Saint-Jean, P.Q.

1. Généralisons tout de suite si vous le permettez. Pour les fins de la présente étude nous parlerons d'une Amérique latine qui englobe l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes sans distinction – sauf avis contraire – entre les colonies ou ex-colonies non-latines. Nous le savons tous, les délimitations géographiques ne sont pas très simples dans ces régions. Par le passé il y eut une division plus nette entre l'Amérique centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Sud. Les Caraïbes elles-mêmes se divisaient en parties françaises, anglaises, hollandaises et autres. Aujourd'hui une certaine notion de géostratégie nous fait discourir sur le bassin des Caraïbes ce qui inclut non seulement tous les pays limitrophes de la mer des Antilles mais aussi le Salvador et le Suriname mais semble aussi exclure les États-Unis et le Mexique.
2. Cf. renvoi 1. Cette définition est aussi élastique, variant selon les auteurs; par exemple, Walter LaFeber n'inclut ni le Mexique, ni Belize, ni Panama dans son étude sur l'Amérique centrale. (*Inevitable Revolutions: The United States in Central America*, W.W. Norton et Cie, New York, 1983).
3. Ici aussi la définition est variable. Barry Levine a inclus le Nicaragua, Panama, le Mexique et le Venezuela dans son oeuvre sur la présence renouvelée des Cubains dans les Caraïbes (*The New Cuban Presence in the Caribbean*, Westview Press, Boulder, Colorado, 1983).

Les ouvrages analysés ici ne viennent pas s'ajouter à cette masse littéraire, ils viennent éclairer les expériences américaines, cubaines et celles du communisme dans cette partie du monde. Elles viennent non seulement réviser l'histoire mais discuter du présent, élaborer une certaine prévision et même, en certains cas, un certain « futurible » pour ce qui est maintenant connu comme le bassin des Caraïbes.

I – L'histoire

L'histoire, aurait dit Paul Valéry, ne nous permet guère de prévoir, mais associée à l'indépendance d'esprit, elle peut nous aider à mieux voir. Voir le passé, il va sans dire, mais aussi voir le présent et peut-être un peu le futur immédiat. Il est de la sagesse populaire que l'on n'échappe pas à son passé. Cela m'a paru remarquablement vrai à la lecture de l'ouvrage de Walter LaFeber. Cet historien de renom vient de nous livrer une excellente étude sur la présence américaine en Amérique centrale depuis 1776. En définitive LaFeber n'a fait qu'expliquer historiquement comment les révolutions qui secouent actuellement l'Amérique centrale, étaient inévitables par elles-mêmes, causées non seulement par les structures économiques et politiques internes de ces États, mais aussi par la nature de la présence américaine qui y sévit depuis deux siècles. Somme toute, il reprend à son compte le mot d'Ambler Moss de 1980, alors ambassadeur des États-Unis à Panama : « What we see in Central America today would not be much different if Fidel Castro and the Soviet Union did not exist ».

Là-dessus presque tous les auteurs s'accordent : la présence hégémonique des États-Unis est avant tout responsable des événements qui font les manchettes dans tout le bassin des Caraïbes. Il faut en effet avoir une vision très particulière et partielle des choses pour adjuger les bienfaits du modernisme en ces régions à la présence américaine et toutes les inégalités à quelques dictateurs malveillants ou à des agitateurs « communistes ». La survie des sociétés inféodées d'Amérique centrale (surtout), la structure d'exploitation économique, de même que la création et la répartition des grandes terres productrices de denrées d'exportation (café, bananes) et de production de minerais ajouté à l'anti-réformisme des structures du pouvoir sont tous, en fait, l'oeuvre consciente ou peut-être innocente des États-Unis. Là-dessus peu d'historiens trouveront querelle et c'est là-dessus aussi que s'affaisse le poids de l'histoire.

Bien plus, les États-Unis ont entraîné, éduqué, équipé la majorité des armées d'Amérique latine à une époque où une théorie à la mode voulait que celles-ci puissent être modernisatrices et que les officiers, par symbiose, dans les écoles militaires américaines apprendraient les valeurs de la démocratie. Or, on oublia deux choses : d'abord que tous les pays latino-américains ne partageaient ni tradition ni histoire communes à celles des États-Unis (et encore moins un environnement politique et économique comparable), mais aussi que cette osmose ne leur apprenait pas seulement les bienfaits de la démocratie électorale et parlementaire mais créait aussi chez eux des liens de responsabilités économiques (capitalistes) envers leurs tuteurs et détenteurs du pouvoir.

Que l'on cesse de se le cacher, historiquement depuis 1776 ce que les Américains ont voulu – et obtenu – c'est l'hégémonie sur les Amériques. Il leur fallut bien peu de temps après leur révolution pour tenter de chasser les Britanniques de leur frontière nord et les Espagnols du sud. Dans certains cas, la conquête des Amériques fut lente, de fait la pénétration politique américaine a dû attendre la faiblesse et le retrait des Britanniques mais le pouvoir économique américain était toujours aux aguêts et « présent » bien avant le diplomate ou le soldat.

De la proclamation de la doctrine Monroe à l'intervention américaine en Grenade il n'y a qu'un espace de temps et parfois de tactique (*Alliance for Progress, Caribbean Basin Initiative*) mais l'essentiel est demeuré : les Américains ont installé sur les Amériques un système hégémonique et continuent de refuser de partager ce pouvoir. Ce que Ronald Reagan a fait n'est pas en-dehors de la logique du système. Il fallait maintenir l'hégémonie. On a donc transformé des conflits structureaux internes en révolutions et présenté celles-ci comme le produit inévitable résultant du conflit des idéologies – des hégémonies – mondiales. Ce que le Président Reagan désire dans l'intérêt de la balance du pouvoir international, donc de sa paix mondiale, c'est qu'il n'y ait pas d'autres pouvoirs dans les Amériques que le sien et que nous, du monde occidental, le supportions dans cette croisade dans l'intérêt de la paix.

II – Présence ou pénétration

Ce que le président oublie c'est que non seulement il ne peut imposer militairement sa présence dans toute l'Amérique latine, mais que sa croisade anti-communiste a perdu tout timbre de vérité dans cette partie du monde. Le fait est que les latino-américains ne peuvent plus supporter les interférences politiques, culturelles et militaires américaines – bien que leur puissance pour stopper celles-ci soit faible et qu'ils sont encore, pour l'instant, incapables de se passer de la bourse américaine.

Le président Reagan a englobé les tensions en Amérique centrale et dans les Caraïbes dans sa rhétorique idéologique afin de légitimer sa présence en ces lieux et son droit à y restaurer l'ordre au nom du monde occidental. Ce qu'il n'avait pas prévu – et ce qu'il peut encore retarder pour quelques temps – c'est que, dans un premier temps, ce même monde occidental voudrait se faire justice lui-même – non à travers les États-Unis. Ainsi tour à tour la Grande-Bretagne, la France, le Canada et même l'Internationale socialiste ont voulu devenir « acteurs », tiers partis, dans le tourbillon des affaires latino-américaines et contribuer eux-mêmes directement à restaurer l'ordre; et que, dans un deuxième temps, de nouvelles puissances régionales voudraient prendre en main leurs destins et résoudre leurs problèmes régionaux par des solutions régionales.

Dans ce contexte régional, Reagan (et sa « Reaganomique ») peut-il accepter la présence de nouveaux pouvoirs qu'ils soient mexicains, vénézuéliens ou cubains? La partie leur était aisée (aux Américains) lorsqu'une seule puissance existait en Amérique et que les déplacements de Trotsky ou du Che pouvaient avec facilité, presque naïveté, être cités comme exemple de pénétration communiste. Mais est-ce tant le totalitarisme de gauche que craint Reagan ou une restructuration des rapports économiques entre États? Entre autoritarisme de droite et totalitarisme de gauche, Reagan et Kirkpatrick ont choisi le premier mais est-ce tant parce que celui-ci découle du droit divin et serait plus « ouvert » aux réformes que le second? Ou ne serait-ce pas parce que ce premier est plus facilement manœuvrable. (En fait est-ce là vraiment le seul choix comme ils aimeraient nous le faire croire?) L'hégémonie, l'inféodation, se pratiquent avec plus de facilité sur un vassal même autoritaire que sur un État totalitaire. Le premier s'accommode d'un empereur, le deuxième se veut empereur.

Les latino-américains seraient-ils en quête d'un nouvel empereur, chercheraient-ils à remplacer Washington par Moscou? Quelle illusion! Chercheraient-ils à imiter Cuba (qui a remplacé l'emprise de l'aigle par l'étreinte de l'ours)? Sûrement pas. Chercheraient-ils à reconquérir un peu de liberté, un peu d'autonomie, un peu de souveraineté? Sûrement. Chercheraient-ils – et je parle ici des masses paysannes sans terre, sans emploi, sans toit; tout autant que de la petite bourgeoisie étranglée par les multinationales américaines, pourchassée par les oligarchies et mise à mort par les groupes d'extrême-droite – à restructurer leur

société, la répartition des pouvoirs d'État et les rapports d'inégalités économiques interne et externe ? Définitivement.

Que faire pour satisfaire ces attentes, car il semble inacceptable pour les États-Unis que la flamme de la liberté révolutionnaire puisse illuminer l'Amérique centrale et les Caraïbes. Ils ont donc décidé de rénover, de nettoyer et de plaquer mais surtout pas de raviver cette flamme. Et c'est ce que tente Reagan avec ses solutions genre « Caribbean Basin Initiative ».

III – L'« initiative »

Le « Caribbean Basin Initiative » (CBI) se voulait, dit-on, un nouveau plan Marshall : reconstruire les économies des pays du bassin pour en faire des remparts contre le communisme. Qu'est-il devenu sinon une reprise de l'échec de l'« Alliance pour le progrès » en ne touchant pas aux structures économiques et politiques existantes. Le « miracle des marchés » comme le proclame Reagan existe sans doute mais pas dans les pays en voie de développement, à structure oligarchique, et dont la fixation des prix des commodités importées et exportées réside totalement non dans le mécanisme libre du marché international mais dans les bureaux de PDG de multinationales américaines qui contrôlent tout le mécanisme de production, de transport et de vente. De fait le CBI apparaît beaucoup plus comme un geste pour préserver les investissements américains, et diriger encore plus d'assistance économique au Salvador, qu'un plan pour diminuer les inégalités régionales et résoudre les tensions sociales en Amérique latine.

Ce qu'il faut ce n'est pas quelques dollars lancés au gré de la politique et qui tombent finalement soit dans les mains des oligarques, soit dans celles du capitaliste-investisseur américain ; mais une véritable initiative pour faire face aux problèmes réels du bassin. Celle-ci devrait inclure⁴ des solutions tenant compte : de la nécessité de restructurer l'agriculture pour que les nations puissent au moins se nourrir elles-mêmes sans importer du blé américain ; du besoin d'exporter le sucre sans tarif ni quota aux États-Unis ; du développement nécessaire d'industries et de technologies fortes en demande de manœuvre, non de capital ; de l'intégration requise des industries étrangères dans la structure économique des États-hôtes et non pas d'industries étrangères qui vivent en marge de l'économie-hôte ; de l'élimination possible des restrictions sur le commerce des textiles ; de la création de *partnerships* entre investisseurs locaux et étrangers et du lancement de plein fouet de programmes pour aider à contrôler les naissances et à améliorer la santé et l'instruction.

Ce serait là une bien meilleure façon d'aider ces peuples mais les risques sont grands. D'abord il est certain que la « finance » américaine préfère voir ses impôts répandus sous forme d'aide liée (à leurs intérêts) que d'accepter de perdre son contrôle économique (et parfois politique) sur certains de ces États. De plus une telle initiative requerrait que les États-Unis acceptent un pluralisme économique et politique et qu'avec une certaine autonomie économique vienne le droit à l'autonomie politique. Il faudrait aussi que Reagan soit prêt à accepter l'existence de puissances régionales et à abandonner deux cents ans d'hégémonie américaine sur les Amériques. Il lui faudrait miser non seulement sur le « miracle du marché » mais aussi sur le fait qu'un homme, une société, un État bien nourri et libre choisirait au pire, la neutralité, au mieux la démocratie capitaliste (ou socialiste) occidentale et non le communisme. Un pari qu'un homme comme le président Reagan ne peut prendre.

4. Kenneth I. BOODBOO, « The Economic Dimension of U.S. Caribbean Policy », dans *The Caribbean Challenge: U.S. Policy in a Volatile Region*, Michael H. Erisman (ed.), Westview Press, Colorado, 1984, p. 89. Traduction libre.

IV – Défi et choix d'une stratégie

Le président Reagan a fait un choix. Il s'est clairement prononcé pour les régimes autoritaires de droite contre les régimes « totalitaires » de gauche. Il a choisi les solutions traditionnelles à ce qui lui semble être un défi traditionnel. Il pense modérer le peuple par des sous d'assistance économique et imposer sa loi par la force s'il le faut. Il a pris le parti des oligarques et des gouvernements en poste – plus ou moins légitimes – contre les besoins et les aspirations du peuple. Il justifie ses actes en « globalisant » les conflits. De fait il tourne une guerre civile en révolution, la révolution en guerre régionale et finalement il situe cette guerre régionalisée dans un « conflit » planétaire.

Pourtant est-ce là le défi ? Ne serait-ce plutôt pour les États-Unis (et tous les autres États extérieurs) de pouvoir s'extraire avec grâce d'un problème régional qu'ils ne peuvent plus contenir. Certains signes indiquent clairement que le « FMLN » du Salvador commence non seulement à être mieux équipé et ses opérations mieux coordonnées, mais qu'il semble prendre de plus en plus les structures d'une armée régulière⁵. Malheureusement comme Patricia Flynn nous l'indique, l'intervention militaire américaine y est presque inévitable. Les Américains peuvent retarder la victoire du FMLN à cause de la proximité et de la petitesse du territoire du Salvador, surtout s'ils peuvent en sceller les frontières. Cela causera d'immenses difficultés avec le Nicaragua, et les Américains pourront détruire la guérilla s'ils sont prêts à s'installer pour longtemps au Salvador, « à y mettre le paquet », et à résister aux pressions internes et internationales (les réactions seront très différentes de celles que souleva le « coup » rapide de la Grenade et plus semblables aux interminables débats sur le Vietnam) et si aucun autre pays n'y intervient. Même là, une victoire militaire ainsi obtenue pourrait faire du FMLN un matyr et lui faire gagner la victoire politiquement (tel que le FLN algérien l'a fait).

Sûrement le Salvador pourrait être un autre domino, un qui démontrerait à ses voisins qu'une oligarchie peut être vaincue et pas nécessairement comme M. Reagan aimerait nous le faire croire c'est-à-dire en devenant victime de l'expansion communiste. De fait, même ceux-ci, marxistes et trotskistes, admettent ouvertement que les révolutions en Grenade, au Nicaragua, ou au Salvador ne sont pas des révolutions communistes menées par une avant-garde (ou par le parti) mais plutôt des révolutions sociales anti-impérialistes et anti-dictatoriales; pas encore des révolutions socialistes⁶. Munck va jusqu'à dire que les sociaux-démocrates et les Eurocommunistes voient même au Nicaragua la confirmation de leur thèse que la lutte pour la démocratie est, dans les pays en développement, une priorité plus grande que l'élaboration du socialisme⁷.

L'illusion, qu'entretient le groupe Reagan, que tout socialisme latino-américain serait totalitaire ne convainc plus personne. Surtout pas les latino-américains. Son autre thèse sur le rôle subrogatoire que Cuba jouerait au nom de l'Union soviétique en Amérique latine est aussi fort douteuse. Elle n'est ni logique ni prouvée. Il serait plus facile de démontrer qu'en Amérique latine c'est Cuba qui engage l'Union soviétique et qui y orchestre sa présence « marxiste-léniniste ».

5. Patricia FLYNN, « The United States at War in Central America: Unable to Win, Unwilling to Lose », dans *The Politics of Intervention: The United States in Central America*, Roger BURBACH et Patricia FLYNN (ed.), Monthly Review Press, New York, 1984, p. 116.

6. « That the struggle was almost totally anti-imperialist and anti-dictatorial set obvious limits on the Sandinistas' ability to carry out an immediate transition to socialism... The revolution occurred under democratic slogan and demands; even anti-communism was not absent in the popular consciousness »; Ronaldo MUNCK, *Revolutionary Trends in Latin America*, Occasional Monograph Serie, No. 17, Centre for Developing-Area Studies, McGill University, Montréal, 1984, p. 128.

7. *Ibid.*, p. 130.

L'invasion des îles Falklands et l'alignement international que celle-ci provoqua eut plusieurs effets outre le militantisme argentin. Dans le contexte qui nous préoccupe ici elle servit à retirer, une fois de plus, les rapports Amérique latine-États-Unis du contexte Est-Ouest pour les remettre dans une perspective Nord-Sud. De même l'invasion américaine de la Grenade – même approuvée par les voisins de celle-ci – a pu servir à renchérir les débats du complexe Nord-Sud et apporter un regain de vie aux sentiments anti-yankee qui existent partout dans la région. Sans parler du fait qu'elle offre un autre exemple concret d'interventionnisme « impérialiste » dont les Cubains et l'URSS ont su et sauront se servir.

V – Conclusions

Les conclusions des livres ici répertoriés sont multiples et tout aussi variées que les approches utilisées par leurs auteurs. Il semble y avoir cependant deux conclusions qui soient communes et nous discuterons de celles-ci après quelques remarques sommaires sur les ouvrages individuels.

Pour LaFeber l'histoire démontre que les États-Unis se sont emprisonnés eux-mêmes en Amérique centrale. Ils ont installé un système économique qui profite à une minorité puis, plus tard, sous Carter, ils ont tenté d'obliger cette minorité à instituer des réformes; incapables de percevoir que ces autorités locales étaient fondées sur la peur et la répression et qu'en tentant de les forcer à céder aux pressions du peuple ils ont « dé-légitimé » celles-ci et engendré encore plus d'instabilité. L'histoire démontrerait aussi que les États-Unis ont peur de l'instabilité et sont incapables d'accorder le droit à la révolution à d'autres peuples qu'eux-mêmes. Avec ce fardeau historique, conclut-il, le président Reagan refuse et refusera une solution politique aux problèmes d'Amérique centrale et continuera d'opter pour la solution plus simpliste de la puissance militaire.

De l'étude critique (et trotskiste) de Ronaldo Munck sur la gauche en Amérique latine nous retenons qu'il signale que le « key issue is whether Nicaragua is an exception or a vanguard in Central and South America »⁸. Il révèle aussi que la révolution au Nicaragua fut d'abord anti-impérialiste et anti-dictateur ce qui mit un frein à une véritable révolution socialiste, et que l'organisation et l'unité des masses furent décisives⁹. Son autre conclusion, explosive pourrais-je dire, est que si l'Amérique centrale est présentement le maillon faible de la chaîne impérialiste, les véritables chances de révolutions à long terme dépendent en réalité des « gros bataillons » des classes laborieuses en Argentine, au Brésil et au Mexique¹⁰.

Des textes rassemblés par Erisman je conclus avec les auteurs que ce qu'il importe pour les États-Unis c'est de reconnaître qu'il y a un besoin urgent de réformes distributrices des bénéfiques économiques et du pouvoir politique et qu'il leur faudra, tôt ou tard, partager leur pouvoir hégémonique et accepter l'idée d'un pluralisme idéologique en Amérique du Sud¹¹. Il leur faudra aussi reconnaître les aspirations légitimes des nationalistes, même ceux de la gauche, et accepter que les puissances régionales naissantes ont un rôle à jouer dans l'établissement d'un nouvel ordre politique dans les Antilles¹². Il faut aussi avouer

8. *Ibid.*, p. 3.

9. *Ibid.*, p. 128.

10. *Ibid.*, p. 144.

11. Michael H. ERISMAN, « Contemporary Challenges Confronting U.S. Caribbean Policy », dans ERISMAN, *op. cit.*, p. 15.

12. *Ibid.*, p. 24.

cependant que sans un changement d'optique radical de Washington la possibilité d'une solution paisible, fructueuse et politique aux problèmes d'Amérique centrale est nulle¹³.

Il convient de retenir des textes rassemblés par Barry Levine qu'il est fort douteux que la présence cubaine en Amérique latine soit télécommandée par Moscou, que le modèle Castro n'a à offrir à ses voisins que des succès au niveau des affaires sociales et militaires non économiques ni politiques et que la révolution cubaine est non seulement difficilement « exportable » mais présente aussi peu d'intérêt pour les autres pays du bassin des Antilles. De plus on y souligne que les trois acteurs internes du sous-système sont vraiment Cuba, le Mexique et le Venezuela et que les États-Unis devraient laisser plus de champ de manoeuvre à ces deux derniers acteurs plutôt que de les étouffer et abandonner l'arène aux seuls Cubains. On y suggère aussi que l'idée d'une Amérique latine neutre entre l'Est et l'Ouest semble prendre forme et que l'on commence à croire vraiment qu'un certain « nationalisme » économique, basé sur une économie « mixte » et qui aurait pour but d'éliminer les injustices sociales, est possible, quoiqu'en disent les États-Unis. On y regrette de surcroît que Reagan et les Américains ne comprennent toujours pas les Antillais, qu'un président américain puisse se rendre à Moscou ou Pékin mais pas à la Havane (quelques centaines de milles de distance) et/ou que Reagan croit ou veuille faire croire que le système politique d'un petit État tel la Grenade (100,000 personnes dont la moitié a moins de 18 ans) puisse changer le cours de l'histoire et être une menace réelle à la sécurité des États-Unis.

Dans l'oeuvre rassemblée par Roger Burbach et Patricia Flynn on maintient qu'il est trop tard pour faire des réformes que les oligarchies ne peuvent, de toute façon, accomplir sans s'autodétruire¹⁴; que dans leur peur paranoïaque de révolutions les États-Unis n'ont eu d'autres choix que de s'aligner avec les régimes d'extrême-droite et que l'intervention armée des États-Unis est presque inévitable¹⁵. Burbach y prédit aussi que le scénario du départ des États-Unis de la région ressemblera à la longue agonie du départ du Vietnam¹⁶.

Les deux conclusions générales mentionnées plus haut et qui rallient, je crois, la majorité des auteurs sont les suivantes: d'abord, la pénétration américaine tant économique et militaire que culturelle demeure le facteur prédominant d'intervention étrangère dans tous les pays d'Amérique latine (sauf peut-être pour Cuba); Ensuite, le poids historique et constant de cette présence a affecté et affecte toujours la dynamique des conflits au sud du Texas, et cela beaucoup plus que la pénétration cubaine ou la présence soviétique.

Ensuite, et c'est là une seconde conclusion de taille, qu'il n'y a pas de solution américaine, soviétique, cubaine ou européenne aux problèmes multiples et divers des pays et des sous-régions d'Amérique latine. Il ne peut y avoir que des solutions latino-américaines qui puissent avoir quelques chances d'être permanentes. Toutes autres solutions seront acceptées, de gré ou de force, mais demeureront temporaires et perçues comme du néo-colonialisme. Je ne veux pas et ne peux pas dire, il va de soi, qu'une ou des solutions peuvent exister sans l'aide et la participation des Américains, Soviétiques, Cubains ou même des Européens, cela est, pour de multiples raisons, non seulement inacceptable mais impossible politiquement et économiquement.

13. Bruce M. BAGLEY, « the Politics of Asymmetrical Interdependence: U.S. – Mexican Relations in the 1980s », dans ERISMAN, *op. cit.*, p. 157.

14. Patricia FLYNN, « Central America: The Roots of Revolt », dans BURBACH et FLYNN, *op. cit.*, p. 48.

15. Patricia FLYNN, « The United States at War in Central America », *op. cit.*, pp. 115 et 120.

16. Roger BURBACH, « U.S. Policy: Crisis and Conflict », dans BURBACH et FLYNN, *op. cit.*, p. 89.

Mais il faut avouer que des initiatives telles que la création du SELA (*Latin American Economic System*), l'assistance économique (réduction des prix du pétrole) offerte par le Venezuela et le Mexique à leurs voisins en septembre 1982, la création du groupe de Contadora en janvier 1983, les initiatives mexicaines de médiation aux conflits du Salvador, l'appel du Costa Rica en mars 1983 pour une conférence sur la paix dans la région qui excluait explicitement la présence des États-Unis, et les pourparlers pour créer une monnaie commune (ou des monnaies liées les unes aux autres) sont des gestes latino-américains pour répondre à des problèmes latino-américains qui méritent non seulement notre encouragement mais aussi notre appui¹⁷.

Du mélange de certains facteurs tels que la jeunesse des populations latino-américaines, le niveau élevé de leurs attentes créées par la proximité et la richesse des États-Unis et les structures politiques et économiques qui caractérisent ces pays ne peut résulter qu'une dynamique (parfois explosive) qui nécessite, exige le changement. Les États-Unis et tous les autres intervenants ne peuvent plus ignorer ce fait: les sociétés latino-américaines sont en évolution et en mouvement, personne ne pourra les arrêter. Quand un peuple s'éveille à sa liberté et à son indépendance, quand il a soif de justice, aucune force au monde ne peut l'arrêter. C'est à nous de décider de quel côté nous nous mettrons, du côté de ceux qui essaient de retarder l'inévitable et encourage l'inertie ou du côté de ceux qui participent à la naissance de nouvelles sociétés.

Propos additionnels sur les ouvrages analysés

L'oeuvre de Ronaldo Munck: *Revolutionary Trends in Latin America* contient une bibliographie sélective intéressante. Il fait un grand usage de renvois ce qui est fort approprié pour une oeuvre qui se veut un « condensé ». Les tableaux y sont excellents.

Le travail préparé par Roger Burbach et Patricia Flynn, *The Politics of Intervention: The United States in Central America*, se veut une approche économique pour ne pas dire marxisante aux problèmes d'Amérique centrale et des Caraïbes. Somme toute, l'étude est bien faite et vaut la lecture. Malheureusement par endroit les chiffres cités dans le texte ne correspondent pas à ceux des tableaux (cf. pp. 111 et 144 par rapport aux tableaux pp. 104 et 145).

La synthèse historique de Walter LaFeber, *Inevitable Revolutions: The United States in Central America* est l'oeuvre d'un historien de talent et mérite d'être lue. On peut regretter toutefois qu'elle se limite au Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua et au Costa Rica et qu'elle laisse de côté le Mexique, Belize et Panama. De plus il est regrettable que l'imprimeur ait encerclé en rouge – sur la pochette – ce que Walter LaFeber définit dans son texte comme l'Amérique latine mais que son crayon rouge ait par accident – sans doute – inclus Bélize donnant ainsi une fausse impression au lecteur.

Les textes rassemblés par Michael Erisman dans *The Caribbean Challenge: U.S. Policy in a Volatile Region* se propose d'étudier la dynamique de l'évolution de la politique américaine dans les Antilles, de même que l'étude de certains cas particuliers tels que Cuba, El Salvador, le Mexique et la Jamaïque. Une bonne collection de textes de grande valeur.

Enfin l'ouvrage collectif de Barry Levine *The New Cuban Presence in the Caribbean*, est aussi fort intéressant. Il répond en fait à un besoin urgent d'une meilleure compréhension de la politique extérieure cubaine. Il pose et répond à des questions vitales telles que: jusqu'à

17. B. BAGLEY, *op. cit.*, pp. 156-157.

quel point la révolution cubaine est-elle « exportable »? Quelles sont les limites de la « présence » cubaine dans les Antilles? Cuba agit-il de lui-même ou sous l'impulsion de l'Union soviétique? L'oeuvre dépasse cependant les limites du titre car certains chapitres s'étendent entièrement sur la présence cubaine en Amérique du Sud, en Afrique et dans le Tiers-Monde.